



Société inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables
et auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Paris – Île-de-France
S.A.S. au capital de 524.200 euros
SIRET 343 184 065 00021 – APE 6920Z
R.C.S. CRÉTEIL B 343 184 065

AQUI'Brie

Association de l'aquifère des calcaires de Champigny en Brie

Siège Social : 145 Quai de Voltaire
77 190 DAMMARIE LES LYS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

Aux membres de l'association AQUI'Brie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 16 octobre 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AQUI'Brie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du trésorier et des documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et moral du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle



estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Varenne, le 8 juin 2026

LARES CONSEIL
représentée par :

Christelle PUJO
Commissaire aux comptes

ASS AQUIBrie

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	6 956	6 956		
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Installations techniques, matériel et outillage	21 906	20 221	1 685	3 062
Autres immobilisations corporelles	87 041	70 797	16 243	2 330
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Autres immobilisations financières	925		925	925
Total I	116 843	97 974	18 868	6 332
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	35 649		35 649	
Autres créances	323 520		323 520	383 938
Divers				
Disponibilités	619 935		619 935	610 767
Charges constatées d'avance	4 871		4 871	5 762
Total II	983 975		983 975	1 000 467
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 100 818	97 974	1 002 844	1 006 799

ASS AQUIBrie

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	759 896	731 361
Autres fonds propres sans droit de reprise	759 896	731 361
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 964	28 535
Situation nette (sous-total)	731 932	759 896
Total I	731 932	759 896
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	94 890	87 789
Total III	94 890	87 789
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 708	72 984
Dettes fiscales et sociales	55 624	59 424
Produits constatés d'avance	75 691	26 706
Total IV	176 022	159 114
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 002 844	1 006 799

ASS AQUIBrie

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	33 615	33 970
Ventes de biens et de services	27 592	9 235
Ventes de prestations services	27 592	9 235
Produits de tiers financeurs	670 916	789 107
Concours publics et subventions d'exploitation	580 601	691 861
Ressources liées à la générosité du public	5 500	5 500
Contributions financières	84 815	91 746
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		2 748
Total I	732 124	835 060
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	145 416	194 701
Impôts, taxes et versements assimilés	24 150	23 107
Salaires et traitements	411 546	412 336
Charges sociales	166 524	165 594
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 981	5 391
Dotations aux provisions	7 101	7 452
Autres charges	320	328
Total II	762 038	808 909
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-29 914	26 151
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 950	2 568
Total III	1 950	2 568
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 950	2 568
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-27 964	28 720
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Total V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital		185
Total VI		185
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-185
Total des produits (I + III + V)	734 074	837 628
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	762 038	809 094
EXCEDENT OU DEFICIT	-27 964	28 535
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	21 727	21 630
TOTAL	21 727	21 630
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Mise à disposition gratuite	21 727	21 630
TOTAL	21 727	21 630

Informations générales

I.- OBJET DE L'ASSOCIATION (statut du 16.10.2020)

L'association AQUI' Brie a pour objet, sur le territoire de la nappe de Champigny :

la connaissance et le suivi de l'état de la nappe et de ses usages, et le développement, la promotion des actions de protection, d'amélioration et d'utilisation raisonnée de ses eaux, dans une perspective de gestion patrimoniale.

A cet effet, elle est notamment chargée des missions suivantes :

- être le lieu de concertation et d'échange entre les différents acteurs publics, associatifs et privés intervenant dans le champ de compétences de l'association,
- suivi des actions mises en œuvre dans le cadre du programme de l'association,
- conduite d'études et d'expertises correspondant aux buts de l'association et confiées par les membres de l'association,
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour toutes démarches, études et travaux correspondant aux buts de l'association et confiés par les membres de l'association,
- pérennisation et développement des réseaux de mesure de la piézométrie et de la qualité de la nappe,
- réalisation de tableaux de bords, bilans, synthèses relatives à l'état de la nappe sur la base des données disponibles et des éléments d'information scientifique et technique mis à disposition par les différents partenaires et professionnels concernés,
- organisation des échanges de données et d'informations entre les membres de l'association par la mise en place d'une base de données couplée à un SIG (Système d'Information Géographique),
- diffusion de l'information et communication, organisation de colloques, édition et publication de lettres, plaquettes, et tous documents de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques vis à vis de la nappe,
- proposition aux pouvoirs publics de dispositions répondant aux objectifs de protection, d'amélioration et d'utilisation raisonnée des eaux de la nappe.

Informations générales

II.- NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS REALISEES AINSI QUE LES MOYENS MIS EN OEUVRE

Mise en œuvre d'actions transversales qui bénéficient à toute la nappe du Champigny dont l'accompagnement des acteurs professionnels vers le zéro phyto, le développement de la végétalisation et des zones tampon pour limiter l'impact des pratiques des acteurs, la communication et la réalisation en régie d'une étude, Champigny 2060, afin de co-construire des solutions pour limiter l'impact du changement climatique sur la ressource en eau.

Pour mener à bien ces actions, nous avons été financés en 2025 à hauteur de 79 % par des subventions provenant de collectivités territoriales et d'établissements publics, de 12 % des contributions financières provenant d'acteurs privés, de 5 % des cotisations des adhérents et de 4 % de prestations diverses et autres produits.

Information au titre des principes et méthodes comptables

I.- CONVENTIONS DE BASE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes définis aux articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général qui se décomposent comme suit :

- le principe d'image fidèle
- le principe de comparabilité des exercices et de permanence des méthodes
- le principe de continuité d'exploitation
- les principes de régularité et sincérité des comptes
- le principe d'importance relative
- le principe de prudence

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, ainsi que le règlement n° 2018-06 du 05 décembre 2018 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.

II.- EVALUATION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DU BILAN

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants : (L = Linéaire ; D = Dégressif).

	<u>Mode</u>	<u>Taux</u>
Logiciels	L	100 %
Matériel et outillage	L	20 %
Matériel de transport	L	20 à 25 %
Matériel de bureau et informatique	L et D	20 à 58.33 %
Mobilier	L	10 %

Information au titre des principes et méthodes comptables

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute représente le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Elles sont inscrites pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en cas d'incertitude de recouvrement pour le montant de la perte probable estimée.

Autres créances

Les autres créances d'un montant de 323.520 € sont constituées de subventions restant à recevoir au titre de l'exercice 2025.

Le montant des subventions à recevoir est déterminé pour chaque convention de financement, en tenant compte des conditions d'attribution signées et de réalisation effective des actions financées.

Dettes

Elles sont inscrites à leur valeur historique. Aucune indexation ou actualisation n'est appliquée hormis celle pouvant découler de clauses contractuelles spécifiques.

Engagement de retraite

Les engagements en matière de pension, compléments de retraite et indemnités assimilées sont évalués et comptabilisés au 31/12/2025 à hauteur de 94.890 € charges sociales comprises.

La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2025 s'élève à 7.101 €.

Cet engagement tient compte de l'ancienneté des salariés.

Les hypothèses retenues sont :

- Départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- Taux de turnover :
 - 20-30 ans : 7%
 - 30-40 ans : 4%
 - 40-50 ans : 2%
 - 50-60 ans : 1%
- Taux de mortalité : application de la table de mortalité TD1416

Les droits des salariés de l'Association, au regard des indemnités de fin de carrière sont définis par la convention collective nationale Bureaux d'Etudes Techniques.

Information au titre des principes et méthodes comptables

Trésorerie

Il a été souscrit en date du 14 décembre 2004, auprès du Crédit Mutuel, un compte livret bleu association (compte n° 00037812501), dont le montant placé au 31/12/2025 est de 219.295 euros.

Fonds dédiés

Lorsqu'une subvention inscrite en produits au cours de l'exercice n'a pu être utilisée en totalité, l'engagement d'emploi pris par l'Association envers le Tiers Financeur est inscrit en charges au compte "Engagements à réaliser sur subventions attribuées", en contrepartie d'un compte de passif du bilan "Fonds dédiés".

A la clôture de l'exercice 2025, il n'y a pas d'engagement à réaliser sur subventions attribuées.

III – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Il a été conclu avec le Département de Seine-et-Marne, une convention de mise à disposition des locaux situés 145 Quai Voltaire à Dammarie-les-Lys. Cette convention est acceptée en date du 19 mai 2015, pour une durée de 6 ans, moyennant une redevance annuelle, réévaluée au 1^{er} Janvier 2025, à un montant de 9.962,87 € et un forfait annuel de charges de 2.000 €.

La valeur locative des locaux mis à la disposition de l'Association est estimée en 2025 à 31.690 € par an. Par conséquent, l'Association bénéficie sur cet exercice d'un avantage de 21.727 € au titre de la location des locaux qu'elle occupe, désormais comptabilisé au compte de résultat.

IV.- METHODES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

Aucune modification n'a été apportée dans la présentation et l'évaluation des comptes par rapport à l'exercice précédent, à l'exception des modifications de présentation issues du changement de méthode comptable mentionné ci-dessous.

V.- CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Les comptes de l'exercice ouvert au 01/01/2025 ont été établis en appliquant le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Cette application a entraîné plusieurs modifications dans la manière d'imputer certains produits et charges dans les comptes de l'entreprise.

Information au titre des principes et méthodes comptables

En conséquence, les modifications des traitements comptables intervenus au cours de l'exercice 2025 ont été les suivants :

- Le compte de transfert de charges a été supprimé, ce dernier étant désormais comptabilisé au crédit d'un sous-compte de charges de personnel (641) ;
- Le compte provision pour pensions (153000) a été supprimé et remplacé par le compte (152100) ;
- Le compte Formation prof. Continue (448602) est désormais remplacé par le compte (448100) Etat - Charges à payer ;
- Le compte Subvention à recevoir (441700) a été supprimé. Les créances sont réparties entre les comptes 411 et 441.

Immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	62 116		55 161	6 956
Immobilisations incorporelles	62 116		55 161	6 956
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 906			21 906
– Installations générales, agencements				
– Matériel de transport	17 644	18 000		35 644
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	55 460	1 517	5 580	51 397
Immobilisations corporelles	95 010	19 517	5 580	108 947
– Participations évaluées par mise en				
– Autres titres immobilisés	15			15
– Prêts et autres immobilisations financières	925			925
Immobilisations financières	940			940
TOTAL	158 066	19 517	60 741	116 843

Amortissements

	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelop. (I)				
Autres immobilisations incorporelles (II)	62 116		55 161	6 956
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agenc. et aménagements constr				
Install. techniques, matériel et outillage industriel	18 844	1 377		20 221
Install. générales, agencements et aménagements				
Matériel de transport	16 036	4 995		21 031
Matériel de bureau et informatique , mobilier	54 738	609	5 580	49 766
Emballages récupérables et divers				
Total III	89 618	6 981	5 580	91 018
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	151 734	6 981	60 741	97 974

Provision pour charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pensions et obligations similaires sur congés à payer	87 789	7 101			94 890
Total	87 789	7 101			94 890
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation		7 101			

Etat des créances

ETAT DES CREANCES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	925		925
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	35 649	35 649	
Autres	323 520	323 520	
Charges constatées d'avance	4 871	4 871	
Total	364 966	364 041	925
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Etat des dettes et des charges à payer

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 176 022 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 708	44 708		
Dettes fiscales et sociales	55 624	55 624		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	75 691	75 691		
Total	176 022	176 022		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Honoraires	5 400
Loyers et charges	11 963
Solde prestations et subventions	8 700
Analyses	8 898
Dettes prov.cong.à payer	15 869
Ch.soc.dette cong.à payer	7 141
État – Charges à Payer	284
Total	58 255

ASS AQUIBrie

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	731 361		28 535		759 896
Excédent ou déficit de l'exercice	28 535	-28 535		27 964	-27 964
Situation nette	759 896	-28 535	28 535	27 964	731 932
TOTAL	759 896	-28 535	28 535	27 964	731 932

Produits d'exploitation

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			202 775		377 825	580 601
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						580 601

ASS AQUIBrie

Effectif

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	4	5	9	9
Total	4	5	9	9